

Comment l'UE lutte-t-elle contre le chômage des jeunes ?

Le chômage des jeunes reste une préoccupation majeure en Europe. Découvrez les mesures adoptées par l'UE pour les soutenir.



Quelles sont les mesures adoptées par l'UE pour aider les jeunes à trouver un emploi ?

Les politiques de l'emploi et de la jeunesse relèvent de la compétence des États membres. Toutefois, dans le cadre de ses actions pour une [Europe plus sociale](#), l'Union européenne a lancé un certain nombre d'initiatives qui complètent les politiques nationales.

Ainsi, l'Union européenne finance des programmes qui visent à faciliter l'emploi des jeunes, à améliorer la qualité de l'apprentissage et des stages. Elle promeut la mobilité internationale pendant les études et dans le travail, en plus d'encourager l'autonomisation des jeunes via des projets de volontariat.

Les chiffres du chômage des jeunes

En plus d'entraîner un sentiment d'isolement, de dépendance et de dévalorisation, ne pas trouver d'emploi a aussi des répercussions négatives sur l'économie et sur les [sociétés vieillissantes](#).

Les jeunes ont été les premières victimes de la crise économique et financière de 2008. En effet, le taux de chômage des [jeunes de moins de 25 ans](#) dans l'Union européenne a atteint 25% début 2013 et plus de 50% en Grèce et en Espagne. Ce taux a chuté à 14% en 2019, mais la pandémie de coronavirus l'a fait décoller à nouveau jusqu'à 19,1% en 2020.

Toutefois, des signes d'amélioration sont apparus récemment, le [taux de chômage des jeunes ayant été ramené à 14,4 % en avril 2024](#).

Le financement des programmes d'emploi pour les jeunes

La [Garantie renforcée pour la jeunesse](#), qui fait partie du paquet de soutien à l'emploi des jeunes, est une initiative européenne qui vise à « proposer à tous les jeunes de moins de 30 ans une offre d'emploi, de formation ou d'apprentissage de qualité dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement formel ».

L'[Initiative pour l'Emploi des Jeunes](#) (IEJ), mise en place par les États membres, est l'outil principal de l'UE permettant la mise en œuvre des programmes de [Garantie pour la jeunesse](#). D'une manière générale, l'IEJ finance des stages et assiste les jeunes dans leur recherche d'emploi en incitant les employeurs à embaucher. L'IEJ se concentre sur les régions d'Europe les plus défavorisées dont le taux de chômage dépasse 25%.

L'Initiative pour l'emploi des jeunes a été [intégrée au Fonds social européen Plus \(FSE+\)](#), pour la période 2021-2027. Les États membres dont le taux de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) est supérieur à la moyenne de l'UE devraient consacrer au moins 12,5 % de leurs ressources FSE+ à la jeunesse.

Des apprentissages et des stages de qualité

Afin d'améliorer la qualité des apprentissages en Europe, la plateforme [Alliance européenne pour l'apprentissage](#), qui supporte la Garantie pour la jeunesse, a été lancée.

En juillet 2020, la Commission a renouvelé l'Alliance européenne pour l'apprentissage (EAfA), pour continuer à soutenir l'offre d'apprentissages de qualité, en particulier dans les domaines numérique et écologique afin de faciliter la transition vers une Europe neutre climatiquement.

En mars 2024, la Commission a proposé de [nouvelles règles pour éviter l'exploitation des stagiaires dans l'UE](#). Auparavant, en juin 2023, le Parlement avait appelé à une [législation garantissant des stages de qualité](#) dans toute l'UE.

Offrir de nouvelles opportunités à l'international

Dans l'UE, [les politiques d'enseignement supérieur](#) et des systèmes de formation sont des compétences des États membres.

Le rôle de l'UE est donc de [coordonner les initiatives des États membres](#) et de soutenir leurs efforts grâce à des programmes tels que le programme Erasmus+ ou les fonds communautaires.

Lancé en 1999, [le processus intergouvernemental de Bologne](#) a facilité la reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur dans 48 pays.

Aujourd'hui, il existe un processus européen non contraignant de reconnaissance mutuelle des diplômes de bachelor et licence, de master et de doctorat.

En 2018, afin d'améliorer encore le processus de reconnaissance, les États membres ont adopté une [recommandation sur la reconnaissance mutuelle](#) des diplômes de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire supérieur.

La recommandation adoptée invite les États membres à prendre des mesures pour introduire la reconnaissance automatique des diplômes d'ici 2025.

Différents outils favorisant la reconnaissance des qualifications existent déjà dans l'UE :

- Depuis 2018, le [cadre européen des certifications](#) est un outil juridiquement non contraignant qui permet de comparer les systèmes de certification en Europe.
- [Europass](#), un modèle de CV standardisé à l'échelle européenne et un passeport linguistique, qui rend les formation et l'expérience professionnelle transparentes au niveau international.
- [Un système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnelle](#) créé pour faciliter la validation et la reconnaissance des compétences acquises dans différents systèmes et pays.

L'UE souhaite construire un [espace européen de l'éducation](#) pour permettre à tous les jeunes de recevoir une éducation et une formation de qualité et de trouver un emploi sur tout le continent.

Le programme de l'Union européenne dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport s'appelle [Erasmus+](#) et se concentre sur la mobilité et la coopération transnationale.

Lancé sous la forme d'un programme d'échange d'étudiants en 1987, c'est devenu un programme-cadre couvrant l'enseignement scolaire et supérieur, l'enseignement et la formation professionnelle, l'apprentissage des adultes, l'apprentissage non formel et informel des jeunes et le sport.

Erasmus+ permet aux étudiants d'étudier à l'étranger, offre des possibilités de formation au personnel enseignant, soutient des stages et des échanges de jeunes. Les organisations (telles que les écoles, les universités, les organisations de jeunesse, etc.) peuvent également recevoir des fonds pour établir des partenariats avec des organisations d'autres pays.

Le nouveau programme Erasmus+ pour 2021-2027 a été adopté par le Parlement le 18 mai 2021. Les députés ont obtenu un financement supplémentaire de 1,7 milliard d'euros lors des négociations avec le Conseil, ce qui porte le budget total à plus de 28 milliards d'euros. C'est presque le double du financement du programme précédent. Il met l'accent sur l'inclusion sociale, les transitions verte et numérique et la participation d'un plus grand nombre de personnes défavorisées.



Erasmus +

https://multimedia.europarl.europa.eu/en/new-erasmus-budget-to-boost-mobility-and-opportunities-for-youth_N01-PUB-190225-ERAS_ev

Des opportunités de volontariat

Officiellement lancé fin 2016, le [corps européen de solidarité](#) finance des activités de volontariat,

des stages et des emplois pour les jeunes qui souhaitent s'engager dans des projets bénéfiques à la société et aux Européens jusqu'à fin 2020. En septembre 2019, plus de 161 000 jeunes s'y étaient déjà inscrits.

En mai 2021, les députés européens ont approuvé [le nouveau programme pour 2021-2027](#). Il inclut maintenant le volontariat humanitaire et sera pour la première fois un programme de volontariat autonome disposant de son propre budget.

Apprenez-en davantage sur les politiques sociales de l'Union européenne.

- [Comment réduire le chômage au sein de l'UE ?](#)
- [Amélioration des droits et des conditions de travail des travailleurs européens](#)
- [Amélioration de la santé publique : les mesures prises par l'Union européenne](#)
- [Le combat du Parlement pour l'égalité des genres dans l'UE](#)

En savoir plus

[Fiche thématique de l'Union européenne sur la jeunesse](#)

[Le portail européen pour la jeunesse](#)

[Etude: Initiative pour l'emploi des jeunes \(en anglais\)](#)

[En bref : L'éducation et la jeunesse dans l'Europe de l'après-Covid-19](#)